



CRISE FINANCIERE

Les questionnements du député Mahama Sawadogo /
mardi, 14 octobre 2008 / Les Editions le Pays

A travers cette analyse sur la crise financière, dans laquelle il pose un certain nombre d'interrogations, le député Mahama Sawadogo parvient à la conclusion que "les pouvoirs publics et la société civile doivent demeurer assez vigilants et actifs pour ne pas subir passivement le machiavélisme du système économique et financier international". Il n'est plus un secret pour personne que la politique et l'économie sont en concurrence permanente pour la direction de la société. Dans le système capitaliste du 20e siècle, cette concurrence a très souvent été à l'avantage de l'économie qui, à travers le marché, dirige la société en dictant la politique à appliquer. Les rares occasions où la politique a semblé avoir une place prépondérante dans la concurrence, sont les périodes de crise. En effet, en ces périodes, l'intervention de l'Etat est souvent sollicitée pour sauver la situation et redonner confiance à la communauté. Ainsi, pendant les crises, la politique devient l'avant-garde de la société et les gouvernants acquièrent momentanément de l'importance. C'est ce qui s'est passé hier, et c'est ce qui se déroule aujourd'hui en temps réel sous nos yeux.

Hier, avec la crise économique de 1929, à la demande des patrons de la finance et de l'économie, les gouvernements occidentaux ont réagi. A titre d'illustration, aux Etats-Unis, Franklin Roosevelt a décidé de répondre à la récession par un nouveau contrat social entre l'Etat, la grande entreprise et la société civile. C'est le fameux New Deal qui a conduit à l'Etat social rebaptisé plus tard et péjorativement, Etat providence. Aujourd'hui, pour enrayer la crise financière, les gouvernements occidentaux réagissent de manière analogue. Aux Etats-Unis par exemple, l'Administration Bush décide de racheter les créances compromises des institutions financières pour une valeur d'environ sept cents milliards de dollars.

Ces épisodes où la politique semble être en vogue par rapport à l'économie sont généralement temporaires et de courte durée dans l'échelle de l'histoire. En effet, à l'orée de la décennie 1980 avec la globalisation de la mondialisation, il s'est déclenché la grande offensive néolibérale pour réduire au strict minimum le rôle des pouvoirs publics dans la gouverne des Etats et du monde et transformer le monde en un seul et unique marché. Et plus tard, dans la décennie 1990, lendemain de la chute du mur de Berlin, on a

assisté à l'accélération de cette offensive qui a amené en janvier 1996, le président Clinton, lors de son discours sur l'Etat de l'Union à déclarer que l'ère du Big Government est révolue. Les actes qui ont suivi cette déclaration ont consisté à la liquidation de l'Etat providence né du New Deal de Roosevelt. Cette forfaiture a été imposée à l'ensemble des pays du système capitaliste indépendamment de leur niveau de développement.

Ce qui précède doit attirer l'attention sur un certain nombre de questionnements relatifs aux implications politiques et économiques des mesures prises ou envisagées pour conjurer la crise financière de 2008.

- Ceux qui pensent à un renouveau de la politique à travers les interventions étatiques dans l'économie et le social doivent tempérer leur optimisme car une nouvelle offensive du néolibéralisme est probable ;

- Ceux qui estiment que les pays en développement non directement menacés par la crise du fait qu'ils sont faiblement intégrés au système financier international, sont dans une certaine sécurité, doivent avoir à l'esprit que le néolibéralisme ne renoncera pas à son objectif de transformer le monde en un seul et unique marché. Par ailleurs, le système financier international qui est suffisamment habile pour "privatiser les profits et mutualiser les pertes" intégrera davantage les pays partiellement en marge du système ;

- Ceux qui pensent que "le capitalisme sortira transformé de la crise à travers "un retour en grâce de l'industrie au détriment de la finance" ne semblent pas prendre suffisamment en compte l'aspect très spéculatif du capitalisme actuel. Pour toutes ces raisons, les pouvoirs publics et la société civile doivent demeurer assez vigilants et actifs pour ne pas subir passivement le machiavélisme du système économique et financier international.

Mahama SAWADOGO, Député